S.EM. Michel RAIMBAUD¹



Un plan de partage revisité : mission impossible ?

Résumé : Les événements initiés par diverses organisations de résistance palestinienne le 7 octobre 2023 ont surpris tout le monde et changé la situation géopolitique. Ces organisations, qui incluent aussi des formations marxistes et laïques en coordination avec le Hamas, ont nommé leur opération Tūfān al-Aqsā (« déluge d'Al-Aqsa ») en référence à la mosquée Al-Aqsa (Jérusalem) et l'ont déclenchée à la veille du 50° anniversaire de la guerre de Kippour-Ramadan (1973). Les réactions internationales sont variées, les monarchies pro-occidentales de la Ligue arabe étant déstabilisées par le changement de stratégie du *Hamas* depuis 2011, et les élites prooccidentales ayant du mal à aborder le sujet, dans un contexte mondial également tendu par le conflit russo-ukrainien. Manipulations médiatiques et isolement du problème palestinien sont utilisées de concert pour éviter les explications dérangeantes, masquer un soutien aveugle à Israël, la France en particulier, y compris au détriment de la liberté d'expression. La récurrente solution à deux États est irréalisable en raison de la colonisation israélienne et la fragmentation du territoire palestinien. Retracer l'histoire de la partition de la Palestine à partir de 1947 nous permet de mieux souligner l'injustice perçue par les Arabes palestiniens, dont les leaders avaient rejeté le plan de partage. Le vide juridique qui en résulte aurait permis à Israël de violer le droit international impunément. L'inaction face aux résolutions de l'ONU et les condamnations de la Cour Internationale de Justice (CIJ) sont à déplorer mais, malgré la puissance militaire d'Israël, les groupes résistants continuent de résister et d'élargir le conflit régionalement. La solution la plus raisonnable et acceptable serait celle d'un seul État démocratique intégrant Arabes et Juifs, bien que cela reste une perspective lointaine.

Mots-clés : Palestine, Israël, Plan de partition de 1947, Géopolitique, 7 octobre 2023, , Résistance, Hamas, Al-Aqsa, Opération déluge d'Al-Aqsa, Guerre de Kippour-Ramadan, Ligue Arabe, Occident, Ukraine, Conflit russo-ukrainien, Ambassadeur, Médias, Isolement,

^{1.} Diplomate français (notamment en poste en Arabie saoudite, au Yémen, en Égypte), politologue, conférencier en relations internationales, ancien Ambassadeur de France (Mauritanie, Soudan, Zimbabwe) et directeur honoraire de l'OFPRA.

Démocratie, France, Liberté d'expression, Solution à deux États, Colonisation, Puissance, Nations Unies, Cour Internationale de Justice (CIJ), Arabes, Juifs, Moyen-Orient, Solution à un seul État démocratique, Paix.

A REVISITED PLAN OF PARTITITION: MISSION IMPOSSIBLE?

Abstract: The events initiated by various Palestinian resistance organizations on October 7, 2023, surprised everyone and changed the geopolitical situation. These organizations, which also include Marxist and secular groups in coordination with Hamas, named their operation Tūfān al-Aqsā ("Al-Agsa Flood") in reference to the Al-Agsa Mosque (Jerusalem) and launched it on the eve of the 50th anniversary of the Yom Kippur-Ramadan War (1973). International reactions have been varied, with the pro-Western monarchies of the Arab League destabilized by Hamas's change of strategy since 2011, and pro-Western elites struggling to address the issue, in a global context also tense due to the Russo-Ukrainian conflict. Media manipulation and isolation of the Palestinian problem are used in concert to avoid disturbing explanations and mask blind support for Israel, particularly France, including at the expense of freedom of expression. The recurring two-state solution is unfeasible due to Israeli colonization and the fragmentation of Palestinian territory. Tracing the history of the partition of Palestine since 1947 allows us to better highlight the injustice perceived by Palestinian Arabs, whose leaders rejected the partition plan. The resulting legal vacuum would have allowed Israel to violate international law with impunity. Inaction in the face of UN resolutions and condemnations by the International Court of Justice (ICJ) are deplorable, but despite Israel's military might, resistance groups continue to resist and expand the conflict regionally. The most reasonable and acceptable solution would be a single democratic state integrating Arabs and Jews, although this remains a distant prospect.

Key words: Palestine, Israel, 1947 partition plan, Geopolitics, 7 October 2023, Resistance, Hamas, Al-Aqsa, Operation Al-Aqsa Flood, Yom-Kippur-Ramadan War, Arab League, West, Ukraine, Russian-Ukrainian conflict, Ambassador, Media, Isolation, Democracy, France, Freedom of expression, Two States solution, Colonization, Power, United Nations, International Court of Justice (ICJ), Arabs, Jews, Middle-East, One democratic State solution, Peace.

LES ÉVÉNEMENTS DÉCLENCHÉS À GAZA le 7 octobre dernier (2023) par une douzaine d'organisations de la résistance palestinienne ont bouleversé par surprise la donne sur le « Grand échiquier ». Incluant deux formations marxistes et des mouvements laïcs, en coordination depuis plusieurs années avec le Hamas, l'opération, symboliquement nommée *Tufan Al Aqsa* (« Le déluge d'Al Aqsa », en référence à la grande Mosquée de Jérusalem, l'un des Lieux Saints les plus emblématiques de l'Islam), a redonné soudain toute sa centralité à une cause palestinienne que beaucoup croyaient enterrée.

Le jour n'avait pas été laissé au hasard, coïncidant avec la veille du cinquantième anniversaire de la guerre de Kippour-Ramadan (1973). On se rappellera peut-être que le 6 octobre 1973 était le jour du jeûne du Yom Kippour, férié en Israël, qui cette année-là coïncidait avec le début du Ramadan) : ce serait la dernière

opération conjointe de l'Égypte et de la Syrie, engagée pour compenser les pertes de la désastreuse guerre des Six jours de juin 1967.

Quoi qu'il en soit, nombreux sont ceux qui ont paru mal à l'aise quant à la posture à adopter face à cet imprévu.

Dans les monarchies pro-occidentales de la Ligue Arabe, qu'elles aient fait ou non le choix abrahamique, le « virage » du Hamas, parti en 2011 à l'assaut de « la proie syrienne » et devenu douze ans plus tard fer de lance de la résistance palestinienne, aura pu dérouter. Que dire de l'Occident, où nos « élites » ont volontiers un problème d'approche ou d'accroche avec les Arabes et les musulmans ? D'autant plus que le contexte mondial n'est plus à la sérénité : le conflit opposant depuis le 22 février 2022 la Russie à l'Ukraine de Volodymyr Zelenski, soutenue par l'OTAN, ne polarise-t-il pas radicalement la confrontation géopolitique entre « l'Occident collectif » et l'axe russo-chinois, chef de file de l'Eurasie, porteuse des espérances d'un Sud Global soucieux d'échapper à la tutelle atlantique² ?

Du côté d'Israël et de l'« Occident collectif », on a vite perçu le danger et l'on s'est hâté d'en circonscrire l'ampleur par une manipulation et une « guerre de l'info » sans précédent, selon la vieille technique du « saucissonnage » qui consiste à isoler totalement un problème qui dérange – c'est-à-dire n'importe lequel pour les « grandes démocraties » autoproclamées... Il suffit d'en déterminer la date de déclenchement (pour éliminer les causes) et de faire abstraction de tout le contexte (afin d'éviter toute explication dérangeante). C'est simple, simpliste même, mais ça fonctionne. Le mainstream et nos autorités de l'« Axe du Bien » n'y voient que des avantages pour brider l'opinion par le lavage de cerveau et l'omerta, divisant le monde entre bons et méchants.

Jusqu'à aujourd'hui, il est flagrant qu'à la différence de la guerre d'Ukraine où chacun a fini par trouver ses marques, la guerre en Palestine n'est abordée qu'avec gêne et l'on veille à ne pas prendre de risque dans l'expression: les « grandes démocraties », France en tête, apportent un soutien absolu à Israël et nos gouvernants n'hésitent pas à porter atteinte aux libertés de pensée et d'expression, par le biais de poursuites judiciaires sans précédent tant elles sont iniques et liberticides.

Dans ce contexte, les commentateurs restent laconiques, y compris dans leur approche de l'avenir : on propose le plus souvent une nouvelle version de la solution à deux États, redevenue la tarte à la crème au menu du jour : mais comment

^{2.} Todd Emmanuel, La Défaite de l'Occident, Paris, Gallimard, 2024, 384 p.

la réaliser, en l'absence de continuité de l'espace résiduel disponible... les 8 ou 9 % du territoire de Palestine qui ont échappé à la colonisation ou à l'annexion étant constitués de confettis qui ne sauraient servir de base à un État quel qu'il soit. Il faudrait que soient expulsés *manu militari* plusieurs centaines de milliers de « colons » illégaux. Imagine-t-on une minute qu'un succès soit possible dans les conditions présentes ?

On se refuse par principe à évoquer le fond du problème, c'est-à-dire l'usurpation des terres palestiniennes, il y a 75 ans, les Arabes autochtones ayant été priés de partir sans droit de retour et de laisser la place aux émigrants juifs venus de toutes parts vers le « foyer national » octroyé par la « communauté internationale ».

Dans les médias occidentaux (français notamment, passés maîtres en falsification), la guerre a été présentée comme une simple émeute née de nulle part à Gaza : pas un seul mot de la « *Nakba* » (la « catastrophe » ou l'exode forcé de 1948, lors de la création de l'État d'Israël), la prudence commandant de ne pas revenir sur une tragédie vieille de soixante-quinze ans, aussi tragique que les massacres en cours aujourd'hui, bien que l'ensevelissement de la Palestine sous l'État d'Israël ait été accompli sans témoin.

Il est pourtant instructif de rappeler ce qui s'est alors passé

Le 29 novembre 1947, le plan de partage de la Palestine élaboré par le Comité spécial des Nations-Unies, créé par l'Assemblée Générale (AGNU), est approuvé par celle-ci dans sa résolution 181³. Jacques Baud, éminent spécialiste et brillant analyste, qui a décortiqué l'épisode et ses supports juridiques⁴, fait remarquer que ce Plan, adopté par l'Assemblée Générale et non pas par le Conseil de Sécurité, n'a en conséquence pas de valeur juridique contraignante. Le document « recommande » seulement la partition de la Palestine mandataire en trois entités distinctes : un État juif sur 56 % du territoire et un État arabe sur 42 %, la ville de Jérusalem et sa banlieue (2 % du territoire) étant placées sous contrôle international. Sans préjudice de l'usurpation qui est infligée aux Arabes palestiniens, la répartition est donc injuste, d'autant plus que ceux-ci représentent alors 70 % de

^{3.} Résolution 181 (II) del'Assemblée Générale des Nations Unies (AG-ONU) sur le « Gouvernement futur de la Palestine », A/RES/181(II), Comité Ad Hoc sur la question palestinienne, 2° session, 29 novembre 1947, 22 p., lien : https://documents.un.org/doc/resolution/gen/nr0/038/88/pdf/nr003888.pdf?token=7AYafMZOQ0RI1Sn2z9&fe=true (consulté le 22 mai 2024).

^{4.} Dans son plus récent ouvrage : Baud Jacques, *Opération déluge d'Al-Aqsa* : La défaite *du vainqueur*, Paris, Max Milo éd., 13 mars 2024, 464 p.

la population. La fin du mandat est fixée au 1^{er} août 1948, et le partage doit être effectif au 1^{er} octobre 1948.

Le plan est alors accepté par les dirigeants de la communauté juive de Palestine (*Yichouv*) par le biais de l'Agence juive (hormis les extrémistes de l'Irgoun⁵ et du Lehi⁶). Pour des leaders tels que Ben Gourion, ce n'est qu'un hors-d'œuvre en attendant de s'emparer de la totalité de la Palestine. Mais le Plan « recommandé » est rejeté par la plupart des dirigeants de la communauté arabe, y compris le Haut Comité soutenu par la Ligue Arabe, laquelle se dit résolue à prendre toutes les mesures de nature à empêcher l'application de ladite résolution 181. Plusieurs États se disent prêts à prendre les armes, refusant la division du territoire, qu'ils jugent contraire au droit à l'autodétermination⁷. En conséquence, le Plan de partage ne sera pas appliqué. Il est déclaré nul et est abandonné. Tout ce qui en résultera sera en quelque sorte illégal ou dépourvu de légalité.

Israël profitera de ce vide juridique pour prendre des libertés avec le droit international, au point de l'ignorer, ayant vite réalisé qu'il peut mettre à profit la gêne

^{5.} L'Irgoun (« organisation »), de son nom complet Irgoun Tzvaï Leoumi (« Organisation militaire nationale ») ou IZL, était une organisation clandestine armée, terroriste, appartenant à la droite sioniste en Palestine mandataire, fondée en 1931 d'une scission de la Haganah (l'organisation sioniste la plus importante et centrale du Yishouv en Palestine, entre 1920 et 1948). Elle est dirigée par Menahem Begin à partir de 1943. Proche du parti révisionniste, elle a pour objectif la formation d'un grand État juif sur les deux rives du fleuve Jourdain, sur toute l'étendue du mandat initial donné à la Grande-Bretagne par la SDN en 1920, donc y compris sur les territoires palestiniens et la Jordanie. La plupart de ses éléments furent intégrés dans l'armée régulière après la proclamation de l'État d'Israël par David Ben Gourion le 14 mai 1948, après une ordonnance du gouvernement israélien créant Tsahal et réunissant les anciens membres de la Haganah, du Palmach (« Unité de choc », forces paramilitaires sionistes entre la Seconde Guerre mondiale et l'indépendance d'Israël), de l'Irgoun et du Lehi. Les anciens membres de l'Irgoun sont les principaux fondateurs du parti Hérout (« Liberté »), fin 1948, la matrice de l'actuel Likoud, le parti dont est issu Benjamin Netanyahou. Voir : « Irgoun » sur Wikipedia (site internet), lien : https://fr.wikipedia.org/wiki/Irgoun (consulté le 22 mai 2024).

^{6.} Le *Lehi*, acronyme hébreu de *Lohamei Herut Israël* (« Combattants pour la liberté d'Israël ») est un groupe paramilitaire et terroriste sioniste actif entre 1940 et 1948, qui avait fait scission de l'*Irgoun* après son cessez-le-feu de septembre 1940. L'organisation a commis de nombreux attentats contre les britanniques (jusqu'à 1948) qui nommaient ce groupe le *Stern gang* en référence à son premier dirigeant Avraham Stern, et contre les arabes de Palestine (1947-48) ou encore l'assassinat du Comte Folke Bernadotte (1948), mandaté par l'ONU pour mettre en place le Plan de partage de la Palestine. Voir « Lehi » sur *Wikipedia* (site internet), lien : https://fr.wikipedia.org/wiki/Lehi (consulté le 22 mai 2024).

^{7.} Article 1 (Alinéa 2) de la Charte des Nations Unies, San Francisco, Organisation des Nations Unies (ONU), 26 juin 1945, lien : https://www.un.org/fr/about-us/un-charter/full-text (consulté le 22 mai 2024).

des Européens, responsables à des titres divers de l'Holocauste, pour s'octroyer une impunité totale. Par dizaines, les résolutions onusiennes, du Conseil de Sécurité ou de l'Assemblée Générale, seront ignorées et violées par l'État hébreu, comme elles le sont aujourd'hui...⁸

Comment imaginer dans ces conditions la reprise des accords d'Oslo, qui s'étaient déjà soldés par un échec ? Comment même y songer après le génocide actuel, sinon pour berner une fois de plus les Arabes ? Comment croire une seconde qu'Israël respectera des engagements qu'il n'a jamais tenu par le passé, le soutien aveugle de l'Occident – États-Unis en tête – lui permettant d'ignorer des dizaines de résolutions, de multiplier les déclarations provocantes jusqu'à aujourd'hui, avec un aplomb insolent...

La condamnation de l'État sioniste par la Cour Internationale de Justice (CIJ) de La Haye, organe judiciaire suprême de l'Organisation des Nations-Unies, est totalement passée sous silence. Saisie par l'Afrique du Sud, la CIJ dénonce dans les faits un génocide en puissance, enjoignant à l'État d'Israël d'en cesser la mise en œuvre. Silence radio également sur la saisine de la Cour Pénale Internationale (CPI) dans le cadre d'une démarche pilotée par l'avocat lyonnais Me Gilles Devers, soutenu par 600 ou 700 collègues internationaux et près de 200 ONG ou associations.

Mais Israël est loin d'avoir gagné. Avec l'armée la plus puissante de la région et son potentiel nucléaire, il n'a pas atteint ses objectifs : beaucoup de stratèges militaires en concluent qu'il a donc perdu. Les groupes résistants continuent à résister et à infliger des pertes : ils auraient donc « gagné », profitant de leur résilience pour élargir régionalement le conflit : le champ de bataille s'étend désormais vers le Liban, ou s'active le Hezbollah, vers l'Irak où les milices chiites du *Hachd al-Chaabi* 9 sont sur le pied de guerre, tandis que la Syrie, frappée par des raids endémiques, veille au grain. Il y a aussi les Houthistes (ou Houthis) du Yémen

^{8. «} Résolutions de l'ONU non respectées par Israël », *Le Monde Diplomatique*, février 2009, pp. 11-13, lien: https://www.monde-diplomatique.fr/2009/02/A/16775 (consulté le 22 mai 2024); Joly Vinciane, « ONU: depuis 1948, Israël fait peu de cas des résolutions du Conseil de sécurité », *La Croix* (site internet), 26 mars 2024, lien: https://www.la-croix.com/international/onu-depuis-1948-israel-fait-peu-de-cas-des-resolutions-du-conseil-de-securite-20240326 (consulté le 22 mai 2024).

^{9.} Les *Hachd al-Chaabi* (« Unités/forces de mobilisation populaires ») sont une coalition paramilitaire de milices, majoritairement chiites, formées en 2014 durant la guerre civile irakienne. Elles ont pris part aux combats contre l'État islamique. Voir : « hachd al-Chabi », sur *Wikipedia* (site internet), lien https://fr.wikipedia.org/wiki/Hachd_al-Chaabi (consulté le 22 mai 2024).

qui créent des soucis aux navires desservant Israël¹⁰, et l'Iran, touché récemment à Damas par quinze assassinats ciblés dans sa représentation diplomatique et à la résidence de son ambassadeur¹¹, vient de riposter en frappant directement Israël : une grande première, et un réel succès malgré les efforts déployés pour masquer la réalité. Téhéran a même reçu un appui sans réserve de la Chine¹², ce qui représente un développement nouveau.

Israël n'aurait-il pas provoqué l'Iran pour faire oublier le génocide qu'il poursuit, ou pour provoquer l'implication directe des États-Unis dans une guerre contre la République Islamique d'Iran et amener l'Occident à réaffirmer son soutien

^{10.} Poujade Olivier, « Yémen : le piratage filmé d'un navire commercial en pleine mer Rouge veut faire peser les Houthis dans l'alliance contre Israël », France Info (site internet), 21 novembre 2023, lien : https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/un-monde-d-avance/yemen-le-piratage-filme-d-un-navire-commercial-en-pleine-mer-rouge-veut-faire-peser-les-houthis-dans-l-alliance-contre-israel_6167934.html (consulté le 22 mai 2024) ; « Nouvelles attaques des Houthis en mer Rouge, Maersk suspend le passage de ses navires dans la région », France 24 (site internet), 15 décembre 2023, lien : https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20231215-nouvelle-attaque-des-rebelles-houthis-du-y%C3%A9men-contre-un-navire-en-mer-rouge (consulté le 22 mai 2024) ; « Les Houthis yéménites ciblent un navire lié à Israël dans l'océan Indien », i24NEWS (site internet), 30 avril 2024, lien : https://www.i24news.tv/fr/actu/international/moyen-orient/artc-les-houthis-yemenites-ciblent-un-navire-lie-a-israel-dans-l-ocean-indien (consulté le 22 mai 2024).

^{11. «} Des frappes attribuées à Israël détruisent un consulat iranien en Syrie, tuant plusieurs membres des gardiens de la révolution », *Le Monde* avec *AFP*, 1 avril 2024, lien : https://www.lemonde.fr/international/article/2024/04/01/des-frappes-attribuees-a-israel-detruisent-un-consulat-iranien-en-syrie-tuant-plusieurs-membres-des-gardiens-de-la-revolution_6225456_3211.html (consulté le 22 mai 2024).

^{12.} Lemaître Frédéric, Vitkine Benoît (correspondant à Moscou), « Après l'attaque de l'Iran sur Israël, la Russie et la Chine font bloc derrière Téhéran contre Washington », Le Monde (site internet), 17 avril 2024, lien: https://www.lemonde.fr/international/article/2024/04/17/ apres-l-attaque-de-l-iran-sur-israel-moscou-et-pekin-font-bloc-derriere-teheran-et-contrewashington_6228303_3210.html (consulté le 22 mai 2024) ; « Comment la Chine aide l'Iran à contourner les sanctions », BBC (Persian), 9 mai 2024, lien : https://www.bbc.com/afrique/articles/ cv2dvpm9d6mo (consulté le 22 mai 2024) ; « Armées. La Chine, la Russie et l'Iran réalisent un exercice militaire conjoint dans le golfe d'Oman », Courrier International (site internet), 12 mars 2024, lien: https://www.courrierinternational.com/article/armees-la-chine-la-russie-et-l-iranrealisent-un-exercice-militaire-conjoint-dans-le-golfe-d-oman (consulté le 22 mai 2024) ; Coville Thierry, « Entrée de l'Iran dans l'OCS : vers une sortie de l'isolement diplomatique ? », IRIS (site internet), 13 juillet 2023, lien: https://www.iris-france.org/177020-entree-de-liran-danslocs-vers-une-sortie-de-lisolement-diplomatique/ (consulté le 22 mai 2024) ; Kellner Thierry, « La Chine et l'Iran : une "alliance" en formation ? », dans Confluences Méditerranée, N° 113, 2020/2, pp. 151-165, lien: https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2020-2-page-151. htm?ref=doi (consulté le 22 mai 2024).

inconditionnel ? Pour M. Emmanuel Macron¹³, les Allemands, les Polonais, et les autres, c'est déjà chose faite, et pour Joe Biden, les déclarations d'attachement à Israël appartiennent à la routine des jours¹⁴.

Le Congrès vient de voter à une écrasante majorité (républicains et démocrates) une loi dégageant 95 milliards de dollars pour les « aides » à l'Ukraine, Israël et Taïwan¹⁵: 60,8 milliards de dollars pour Zelenski, 26,4 milliards pour Netanyahou et 8,1 milliards pour Taïwan. Le président de la commission compétente du Sénat, le républicain Mike Rogers, a déclaré, dans un style plus américain que nature, que « la Chine, la Russie et l'Iran sont en train de travailler ensemble dans un nouvel Axe du Mal pour porter préjudice à nos alliances et miner notre sécurité nationale ». Biden

- 13. « Emmanuel Macron a exprimé au président israélien le soutien de la France », *L'Opinion* (site internet), 13 novembre 2023, lien : https://www.lopinion.fr/international/emmanuel-macron-a-exprime-au-president-israelien-le-soutien-de-la-france (consulté le 22 mai 2024) ; « Guerre Israël-Hamas : la position du président Macron est-elle cohérente ? » (débat entre Lequesne Christian et Rigoulet-Roze David, propos recueillis par Tallès Olivier et Sautreuil Pierre), *La Croix* (site internet), 14 novembre 2023, lien : https://www.la-croix.com/debat/Guerre-Israel-Hamas-position-president-Macron-est-elle-coherente-2023-11-14-1201290670 (consulté le 22 mai 2024) ; Toussay Jade, « Après l'attaque de l'Iran, comment Macron justifie l'aide à Israël sans dire que la France a aidé Israël », *Huffington Post* (site internet), 15 avril 2024, lien : https://www.huffingtonpost.fr/international/article/apres-l-attaque-de-l-iran-comment-macron-justifie-l-aide-a-israel-sans-dire-que-la-france-a-aide-israel_232654.html (consulté le 22 mai 2024).
- 14. « S'agissant du Moyen-Orient, je pense qu'il est temps de dire à ceux qui soutiennent Israël, comme la plupart d'entre nous dans cette Chambre, d'arrêter de s'excuser de notre soutien à Israël. Il n'y a pas d'excuses à faire, il n'y en a pas. Ces 3 milliards de dollars sont le meilleur investissement possible. Que ce soit pour Israël ou non, les États-Unis devraient (sinon) inventer un Israël pour protéger nos intérêts dans la région. Les États-Unis devraient intervenir et inventer un Israël » (Joe Biden, Washington, Sénat américain, 5 juin 1986). Voir : « Sen. Joe Biden on Arms Sales to Saudi Arabia » (Washington, Clip of the Senate session), C-SPAN (site internet), 3 juin 2021, lien: https://www.c-span.org/ video/?c4965563/sen-joe-biden-arms-sales-saudi-arabia (consulté le 22 mai 2024) ; Filiu Jean-Pierre, « Joe Biden fier d'être "sioniste" depuis 1973 », Le Monde (site internet), 12 mai 2024, lien: https://www.lemonde.fr/international/article/2024/05/12/joe-biden-fier-d-etre-sionistedepuis-1973_6232773_3210.html (consulté le 22 mai 2024) ; « Joe Biden : "Si Israël n'existait pas, il faudrait l'inventer" », BFM TV (site internet), 18 octobre 2023, lien : https://www.bfmtv. com/international/moyen-orient/israel/joe-biden-si-israel-n-existait-pas-il-faudrait-l-inventer_ VN-202310180620.html (consulté le 22 mai 2024) ; « Le président américain, Joe Biden, assure Israël de son soutien "inébranlable" face aux menaces iraniennes », France Info (avec AFP), 11 avril 2024, lien: https://www.francetvinfo.fr/monde/proche-orient/israel-palestine/le-presidentamericain-assure-israel-de-son-soutien-inebranlable-face-aux-menaces-iraniennes_6480578.html (consulté le 22 mai 2024).
- 15. « Ce que contient le plan d'aide de 95 milliards de dollars à l'Ukraine, Israël et Taïwan voté par la Chambre des représentants américaine », *Le Monde* (avec *AFP*), 20 avril 2024, lien : https://www.lemonde.fr/international/article/2024/04/20/ce-que-contient-le-plan-d-aide-de-95-milliards-de-dollars-a-l-ukraine-israel-et-taiwan-vote-par-la-chambre-des-representants-americaine_6228956_3210.html (consulté le 22 mai 2024).

a immédiatement signé : « C'est un bon jour pour l'Amérique, c'est un bon jour pour l'Europe et c'est un bon jour pour la paix dans le monde. Il rendra l'Amérique plus sûre. Il rendra le monde plus sûr et continuera le leadership de l'Amérique dans le monde. » Il a ensuite ajouté concernant Israël : « Mon engagement à l'égard d'Israël, je veux le clarifier. une fois de plus, est de fer. La sécurité d'Israël est fondamentale. Je garantirai toujours qu'Israël aie ce qui lui sert pour se défendre de l'Iran et des terroristes qu'il soutient. » Qui en aurait douté ?

Israël ne fera donc pas de concession. La solution à deux États apparaissant de plus en plus pour ce qu'elle est en réalité, c'est-à-dire un attrape-nigaud, pourquoi alors ne pas prendre le taureau par les cornes en visant une solution d'ailleurs de plus en plus souvent évoquée car elle semble la mieux adaptée aux aléas de l'avenir. L'Afrique du Sud, si proche de la cause des Palestiniens, ne s'était-elle pas libérée de l'apartheid en misant sur le mot d'ordre « Un homme une voix », afin de créer un État où seraient respectés les droits et libertés, hors de toute discrimination raciale ou ethnique ou religieuse ? La solution la plus acceptable et la plus raisonnable semble bien être celle comportant un seul État, qui intègrerait les Arabes et les Juifs acceptant la règle du jeu démocratique. L'idée est à nouveau évoquée et semble recueillir la faveur de nombreux membres de la communauté juive, notamment parmi les jeunes générations et les militants d'organismes non-sionistes. Il convient au passage de leur rendre hommage.

Une Palestine, disent les uns. Deux c'est mieux, disent les autres.

Rendez-vous dans dix ans?■

22 mai 2024

Références

- « Armées. La Chine, la Russie et l'Iran réalisent un exercice militaire conjoint dans le golfe d'Oman », Courrier International (site internet), 12 mars 2024, lien : https://www. courrierinternational.com/article/armees-la-chine-la-russie-et-l-iran-realisent-un-exercice-militaire-conjoint-dans-le-golfe-d-oman (consulté le 22 mai 2024)
- Baud Jacques, *Opération déluge d'Al-Aqsa : La défaite du vainqueur*, Paris, Max Milo éd., 13 mars 2024, 464 p.
- « Ce que contient le plan d'aide de 95 milliards de dollars à l'Ukraine, Israël et Taïwan voté par la Chambre des représentants américaine », Le Monde (avec AFP), 20 avril 2024, lien : https://www.lemonde.fr/international/article/2024/04/20/ce-que-contient-le-plan-d-aide-de-95-milliards-de-dollars-a-l-ukraine-israel-et-taiwan-vote-par-la-chambre-des-representants-americaine_6228956_3210.html (consulté le 22 mai 2024).

- Charte des Nations Unies, San Francisco, Organisation des Nations Unies (ONU), 26 juin 1945, lien: https://www.un.org/fr/about-us/un-charter/full-text (consulté le 22 mai 2024).
- « Comment la Chine aide l'Iran à contourner les sanctions », *BBC* (Persian), 9 mai 2024, lien : https://www.bbc.com/afrique/articles/cv2dvpm9d6mo (consulté le 22 mai 2024).
- Coville Thierry, « Entrée de l'Iran dans l'OCS : vers une sortie de l'isolement diplomatique ? », *IRIS* (site internet), 13 juillet 2023, lien : https://www.iris-france.org/177020-entree-de-liran-dans-locs-vers-une-sortie-de-lisolement-diplomatique/ (consulté le 22 mai 2024)
- « Des frappes attribuées à Israël détruisent un consulat iranien en Syrie, tuant plusieurs membres des gardiens de la révolution », Le Monde avec AFP, 1 avril 2024, lien : https://www.lemonde.fr/international/article/2024/04/01/des-frappes-attribuees-a-israel-detruisent-un-consulat-iranien-en-syrie-tuant-plusieurs-membres-des-gardiens-de-la-revolution_6225456_3211.html (consulté le 22 mai 2024).
- « Emmanuel Macron a exprimé au président israélien le soutien de la France », L'Opinion (site internet), 13 novembre 2023, lien : https://www.lopinion.fr/international/emmanuel-macron-a-exprime-au-president-israelien-le-soutien-de-la-france (consulté le 22 mai 2024).
- Filiu Jean-Pierre, « Joe Biden fier d'être "sioniste" depuis 1973 », *Le Monde* (site internet), 12 mai 2024, lien : https://www.lemonde.fr/international/article/2024/05/12/joe-biden-fier-d-etre-sioniste-depuis-1973_6232773_3210.html (consulté le 22 mai 2024)
- « Guerre Israël-Hamas : la position du président Macron est-elle cohérente ? » (débat entre Lequesne Christian et Rigoulet-Roze David, propos recueillis par Tallès Olivier et Sautreuil Pierre), La Croix (site internet), 14 novembre 2023, lien : https://www.la-croix.com/debat/Guerre-Israel-Hamas-position-president-Macron-est-elle-coherente-2023-11-14-1201290670 (consulté le 22 mai 2024).
- « Joe Biden : "Si Israël n'existait pas, il faudrait l'inventer" », BFM TV (site internet), 18 octobre 2023, lien : https://www.bfmtv.com/international/moyen-orient/israel/joe-biden-si-israel-n-existait-pas-il-faudrait-l-inventer_VN-202310180620.html (consulté le 22 mai 2024).
- Joly Vinciane, « ONU : depuis 1948, Israël fait peu de cas des résolutions du Conseil de sécurité », *La Croix* (site internet), 26 mars 2024, lien : https://www.la-croix.com/international/onu-depuis-1948-israel-fait-peu-de-cas-des-resolutions-du-conseil-de-securite-20240326 (consulté le 22 mai 2024).
- Kellner Thierry, « La Chine et l'Iran : une "alliance" en formation ? », dans *Confluences Méditerranée*, N° 113, 2020/2, pp. 151-165, lien : https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2020-2-page-151.htm?ref=doi (consulté le 22 mai 2024).
- Lemaître Frédéric, Vitkine Benoît (correspondant à Moscou), « Après l'attaque de l'Iran sur Israël, la Russie et la Chine font bloc derrière Téhéran contre Washington », Le Monde (site internet), 17 avril 2024, lien : https://www.lemonde.fr/international/article/2024/04/17/apres-l-attaque-de-l-iran-sur-israel-moscou-et-pekin-font-bloc-derriere-teheran-et-contre-washington_6228303_3210.html (consulté le 22 mai 2024).
- « Le président américain, Joe Biden, assure Israël de son soutien "inébranlable" face aux menaces iraniennes », *France Info* (avec *AFP*), 11 avril 2024, lien : https://www.francetvinfo.fr/monde/proche-orient/israel-palestine/le-president-americain-assure-israel-

- de-son-soutien-inebranlable-face-aux-menaces-iraniennes_6480578.html (consulté le 22 mai 2024).
- « Les Houthis yéménites ciblent un navire lié à Israël dans l'océan Indien », i24NEWS (site internet), 30 avril 2024, lien: https://www.i24news.tv/fr/actu/international/moyen-orient/artc-les-houthis-yemenites-ciblent-un-navire-lie-a-israel-dans-l-ocean-indien (consulté le 22 mai 2024).
- « Nouvelles attaques des Houthis en mer Rouge, Maersk suspend le passage de ses navires dans la région », France 24 (site internet), 15 décembre 2023, lien : https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20231215-nouvelle-attaque-des-rebelles-houthis-du-y%C3%A9men-contre-un-navire-en-mer-rouge (consulté le 22 mai 2024).
- Poujade Olivier, « Yémen : le piratage filmé d'un navire commercial en pleine mer Rouge veut faire peser les Houthis dans l'alliance contre Israël », *France Info* (site internet), 21 novembre 2023, lien : https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/un-monde-d-avance/yemen-le-piratage-filme-d-un-navire-commercial-en-pleine-mer-rouge-veut-faire-peser-les-houthis-dans-l-alliance-contre-israel_6167934.html (consulté le 22 mai 2024).
- Résolution 181 (II) de l'Assemblée Générale des Nations Unies (AG-ONU) sur le « Gouvernement futur de la Palestine », A/RES/181(II), Comité Ad Hoc sur la question palestinienne, 2° session, 29 novembre 1947, 22 p., lien : https://documents.un.org/doc/resolution/gen/nr0/038/88/pdf/nr003888.pdf?token=7AYafMZOQ0Rl1Sn2z9&fe=true (consulté le 22 mai 2024).
- « Résolutions de l'ONU non respectées par Israël », Le Monde Diplomatique, février 2009, pp. 11-13, lien: https://www.monde-diplomatique.fr/2009/02/A/16775 (consulté le 22 mai 2024).
- « Sen. Joe Biden on Arms Sales to Saudi Arabia » (Washington, Clip of the Senate session), C-SPAN (site internet), 3 juin 2021, lien: https://www.c-span.org/video/?c4965563/sen-joe-biden-arms-sales-saudi-arabia (consulté le 22 mai 2024).
- Todd Emmanuel, La Défaite de l'Occident, Paris, Gallimard, 2024, 384 p.
- Toussay Jade, « Après l'attaque de l'Iran, comment Macron justifie l'aide à Israël sans dire que la France a aidé Israël », *Huffington Post* (site internet), 15 avril 2024, lien : https://www.huffingtonpost.fr/international/article/apres-l-attaque-de-l-iran-comment-macron-justifie-l-aide-a-israel-sans-dire-que-la-france-a-aide-israel_232654.html (consulté le 22 mai 2024).